**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU
18 DECEMBRE 2020**

COMPTE RENDU

L'an deux mille vingt le vendredi dix-huit décembre à dix-huit heures, le conseil communautaire de Limoges Métropole - Communauté urbaine, légalement convoqué le 11 décembre 2020, par le Président, s'est réuni en séance publique à la Maison de la Région Nouvelle Aquitaine à Limoges, salle Gérard Vandenbroucke, sous la présidence de Guillaume GUERIN, Président.

Sébastien LARCHER, Conseiller Communautaire, désigné au scrutin de l'ouverture de la séance, remplit les fonctions de secrétaire.

Etaient présents :

M. Guillaume GUERIN, M. Bernard THALAMY, M. Emile-Roger LOMBERTIE, M. Gilles BEGOUT, M. Fabien DOUCET, M. Gilles TOULZA, Mme Catherine MAUGUIEN-SICARD, M. Jean-Luc BONNET, M. Gaston CHASSAIN, Mme Emilie RABETEAU, M. Jean-Marie LAGEDAMONT, M. Pascal ROBERT, M. Philippe JANICOT, Mme Sylvie ROZETTE, M. Vincent LEONIE, Mme Julie LENFANT, Mme Marie-Eve TAYOT, M. François POIRSON, M. Jacques ROUX, M. Marc BIENVENU, Mme Samia RIFFAUD, M. Pascal THEILLET, M. Vincent JALBY, M. Joël GARESTIER, M. Rémy VIROULAUD, M. Ludovic GERAUDIE, M. Serge ROUX, M. Franck DAMAY, Mme Martine BOUCHER, Mme Monique DELPI, M. Sébastien LARCHER, Mme Marie-Claude BODEN, M. Laurent LAFAYE, Mme Hélène CUEILLE, Mme Marie LAPLACE, Mme Corinne JUST, M. Denis LIMOUSIN, M. Gilbert BERNARD, M. Michel CUBERTAFOND, Mme Isabelle DEBOURG, M. Ibrahima DIA, M. Olivier DUCOURTIEUX, M. Jérémy ELDID, M. Jamal FATIMI, Mme Amandine JULIEN, Mme Geneviève LEBLANC, Mme Isabelle MAURY, M. Thierry MIGUEL, M. Laurent OXOBY, M. Matthieu PARNEIX, M. Philippe PAULIAT-DEFAYE, Mme Nadine RIVET, Mme Corinne ROBERT, Mme Sarah TERQUEUX, Mme Patricia VILLARD, Mme Gülsen YILDIRIM, Mme Shérazade ZAITER, Mme Rhabira ZIANI BEY, Mme Pascale ETIENNE, Mme Jocelyne LAVERDURE DELHOUME, Mme Martine TABOURET, Mme Anne-Marie COIGNOUX

Absents excusés représentés par un suppléant :

M. Claude BRUNAUD est représenté par Mme Nadège SENAMAUD

M. Claude COMPAIN est représenté par Mme Nathalie FONTAINE

Absents excusés avec délégation de pouvoirs :

M. Vincent BROUSSE donne pouvoirs à M. Guillaume GUERIN

M. Vincent REY donne pouvoirs à M. Emile-Roger LOMBERTIE

Mme Sarah GENTIL donne pouvoirs à M. Emile-Roger LOMBERTIE

M. Alexandre PORTHEAULT donne pouvoirs à Mme Emilie RABETEAU

M. Jean-Yves RIGOUT donne pouvoirs à M. Pascal ROBERT

Mme Sylvie BILLAT donne pouvoirs à M. Gilles BEGOUT

Mme Nathalie MEZILLE donne pouvoirs à M. Guillaume GUERIN

Mme Nezha NAJIM donne pouvoirs à Mme Marie-Eve TAYOT

M. Alain BOURION donne pouvoirs à Mme Pascale ETIENNE

Mme Nadine BURGAUD donne pouvoirs à M. Gaston CHASSAIN

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Tenue du conseil communautaire en visioconférence dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

La loi du 14 novembre 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire prévoit la possibilité d'organiser les conseils communautaires en visioconférence conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020.

Dans ce cadre, il convient d'adopter une délibération en début de séance qui prévoit :

- les modalités d'identification des participants,
- les modalités d'enregistrement et de conservation des débats,
- les modalités de scrutin.

Le caractère public de la présente réunion est assuré par la retransmission en direct de la séance par électronique.

Le conseil communautaire approuve les modalités de la visioconférence pour la présente séance du conseil communautaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Dotation de Solidarité Communautaire
Modalités de répartition et fixation de l'enveloppe 2020

Le conseil communautaire doit se prononcer sur l'attribution aux communes d'une dotation de solidarité communautaire.

Concernant le montant de la DSC, il a été proposé de redistribuer aux communes :

- les sommes qui étaient allouées à la solidarité dans le cadre du FPIC
- l'augmentation de la part de FPIC dont a bénéficié l'EPCI en 2020

Ce montant s'élève à environ 383 000€, arrondi à 400 000€ pour plus de simplicité dans les calculs. Il a été complété par une « enveloppe de garantie » qui permet de s'assurer qu'aucune commune ne sera perdante par rapport à l'an dernier. Cette enveloppe porte le montant total proposé à 495 449 €.

Concernant les critères de répartition, la proposition qui a été faite s'appuie sur les deux critères que la loi a rendus obligatoires cette année : le potentiel fiscal (qui est représentatif de la richesse des communes) et le revenu par habitant (qui est représentatif de la richesse des habitants).

Nom de la commune	Critère potentiel fiscal	Critère revenu par habitant	Enveloppe de garantie	Montants de la DSC 2020
AUREIL	1 192	834		2 026
BOISSEUIL	2 985	1 964		4 949
BONNAC-LA-COTE	2 189	1 586		3 775
CHAPTELAT	2 653	1 797	430	4 880
CONDAT-SUR-VIENNE	5 479	4 207	21 241	30 927
COUZEIX	9 505	7 037		16 542
EYJEAUX	1 740	1 216		2 956
FEYTIAT	3 770	4 793		8 563
ISLE	7 793	5 422		13 215
LIMOGES	119 632	138 488		258 120
PALAIS-SUR-VIENNE	5 910	5 846	31 802	43 558
PANAZOL	11 914	8 992	41 976	62 882
PEYRILHAC	1 718	1 348		3 066
RILHAC-RANCON	5 157	3 719		8 876
SAINT-GENCE	2 633	1 883		4 516
SAINT-JUST-LE-MARTEL	2 824	2 145		4 969
SOLIGNAC	1 944	1 173		3 117
VERNEUIL-SUR-VIENNE	5 897	3 982		9 879
VEYRAC	2 791	1 850		4 641
LE VIGEN	2 274	1 718		3 992
	200 000	200 000	95 449	495 449

Le recours à un troisième critère a été nécessaire pour garantir les ressources individuelles des communes par rapport à 2019 : cette enveloppe de garantie.

Le conseil communautaire décide d'instaurer une dotation de solidarité communautaire sur la base de ces critères, de porter à 495 449 € l'enveloppe de la dotation de solidarité communautaire pour 2020, de répartir cette dotation conformément au tableau présenté ci-dessus.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Autorisation de mandatement avant le vote du budget 2021-Budget Principal et Budgets Annexes

Dans l'attente du vote du budget en Mars, le conseil communautaire décide de permettre l'exécution des dépenses et des recettes du budget principal et des budgets annexes à partir du 1^{er} janvier.

Ces autorisations sont valables dans la limite des crédits ouverts aux budgets précédents en fonctionnement et du quart des crédits ouverts aux budgets précédents pour l'investissement.

Le conseil communautaire autorise également au 1^{er} janvier 2021 :

- la reconduction des engagements au bénéfice de tiers (subventions)
- le report des crédits d'investissement engagés juridiquement
- l'exécution des dépenses incluses dans une autorisation de programme votée sur les exercices antérieurs.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Budget Principal - Décision modificative N°2

Le conseil communautaire adopte la décision modificative n°2 qui permet d'inscrire les crédits nécessaires à la mise en place de la Dotation de Solidarité Communautaire et à la gestion de la crise sanitaire.

- La DSC qui doit être votée en Décembre est inscrite à hauteur de 496 000 €. Elle est principalement financée par l'augmentation de la part de FPIC perçue par la communauté urbaine (+400 000 €)
- Concernant la crise sanitaire, il est notamment proposé une inscription prévisionnelle de 600 000 € pour indemniser les sociétés qui exploitent des services pour le compte de Limoges Métropole. Le montant des indemnisations n'est pas connu à ce jour, mais il sera nécessaire d'avoir des crédits disponibles pour les rattacher à l'exercice quand il sera connu, début 2021. 500 000 € sont inscrits en fonctionnement pour financer des aides au loyer pour les entreprises, cette dépense est compensée par des annulations de crédits d'investissement équivalents.
- Par ailleurs un certain nombre d'ajustements budgétaires sont financés majoritairement par des virements de crédits entre chapitre.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Budget Annexe Eau - Décision Modificative N°2

Le conseil communautaire adopte la décision modificative n°2 du budget annexe « Eau » qui permet de procéder à des ajustements budgétaires concernant les opérations d'ordre des amortissements des subventions.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Budget Annexe Centre de Recyclage - Décision modificative N°2

Le conseil communautaire adopte la décision modificative n°2 du budget annexe Centre de recyclage qui permet d'inscrire des crédits liés à la prise en compte d'un emprunt contracté en juillet 2020.

ADOpte A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Ajustements d'AP/CP - Budget principal et budgets Annexes

Afin d'assurer la continuité de service public au 1^{er} janvier 2021 et dans l'attente des arbitrages liés au vote du budget primitif 2021 en mars, il est proposé :

- sur le budget principal :

Pour l'AP/CP « enveloppe de voirie » qui se termine au 31/12/2020, une prolongation de l'AP d'un an.

A titre provisoire, le CP inscrit pour 2021 est identique au CP 2020 soit 16 M€ dans l'attente du vote du CP définitif en même temps que le budget 2021.

Pour l'AP/CP « aides pour orienter la production de logements sociaux », la reprise d'une partie du reste à financer (RAF) à hauteur de 670 k€ afin de prévoir un CP 2021 à hauteur de 1 M€, toujours en attente du vote du budget primitif 2021.

- sur le budget annexe assainissement :

Concernant l'AP/CP « travaux d'investissement » qui se termine au 31/12/2020, une prolongation de l'AP d'un an et inscription d'un CP 2021 à hauteur du Reste A Financer (RAF) soit 8,6 M€.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Convention avec la Commune de Limoges pour le remboursement aux usagers de l'Eau
de sommes indûment perçues

Des factures d'eau émises par la commune de Limoges avant le transfert de la compétence « Eau » à Limoges Métropole le 1^{er} janvier 2019, doivent faire l'objet de remboursements aux usagers.

Ces créances ayant été acquittées par les usagers, un remboursement des sommes indûment perçues doit être réalisé.

Après avis du comptable public, il convient que Limoges Métropole prenne en charge les remboursements des usagers, après signature d'une convention avec la commune de Limoges, puis que la commune procède à son tour au remboursement de Limoges Métropole.

Le conseil communautaire approuve le principe et les modalités de remboursement aux usagers de « l'Eau » des sommes indûment perçues et autorise le Président à signer la convention afférente.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Transfert de personnel

Dans le cadre du transfert de la compétence « équilibre social de l'habitat » au 1^{er} janvier 2019, une convention de gestion transitoire a été conclue entre l'EPCI et la Ville de Limoges afin que cette dernière en conserve la gestion pour une période maximale de deux ans.

Aujourd'hui, dans un souci d'une meilleure lisibilité et d'une plus grande efficience dans l'exercice de cette compétence, il paraît opportun de mettre fin à cette convention de gestion et de procéder au transfert des agents concernés.

Sept agents de la Ville de Limoges seront donc transférés au 1^{er} janvier 2021.

Il est toutefois à noter que parmi eux, deux agents seront à la suite mis à disposition de la Ville de Limoges pour une partie de leur temps de travail au regard des missions qu'ils continueront d'exercer pour le compte de cette collectivité (suivi du NPNRU et habitat).

Le conseil communautaire donne son accord à ces propositions et autorise le Président à signer les conventions de mise à disposition à titre individuel avec la Ville de Limoges à compter du 1^{er} janvier 2021.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Tableau des emplois budgétaires

Afin de procéder à des ajustements au Tableau des Emplois Budgétaires (TEB) de Limoges Métropole approuvé par délibération en date du 22 juillet 2020 par le conseil communautaire, il est proposé la création de neuf postes :

sept postes dus au transfert de sept agents dans le cadre de la fin de la convention de gestion relative à l'exercice de la compétence « équilibre social de l'habitat » conclue entre la Ville de Limoges et Limoges Métropole ,

un poste de journaliste, pourvu en renfort à la fin du mandat précédent et qu'il paraît nécessaire aujourd'hui de pérenniser ;

un poste de social media manager afin de déployer et de piloter une stratégie de communication sur les réseaux sociaux en cohérence avec les objectifs de l'EPCI.

Concernant ces deux derniers postes, il est proposé le recrutement d'agents contractuels.

Le conseil communautaire, après avis favorable du Comité technique en date du 11 décembre 2020, donne son accord à ces propositions et adopte le tableau des emplois budgétaires correspondant, porté à 800 postes.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Concession de logement pour nécessité absolue de service - Modification de la délibération n°
18.3 du 19 juin 2014

Par délibération en date du 28 mai 2009, le conseil communautaire a dressé la liste des emplois justifiant l'octroi d'un logement par nécessité absolue de service. Cette liste a notamment été complétée par délibération en date du 19 juin 2014 afin de permettre au directeur général des services recruté de pouvoir bénéficier d'une concession.

Dans le cadre du recrutement au 1^{er} janvier prochain d'un nouveau directeur général des services, le conseil communautaire prend une délibération de principe afin d'autoriser une nouvelle concession.

ADOPTE A L'UNANIMITE

S'est abstenu :
Thierry MIGUEL

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Accord-Cadre afférent à la fourniture de produits lubrifiants - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

Limoges Métropole doit faire l'acquisition de produits lubrifiants pour les véhicules, le matériel technique et industriel afin de couvrir les besoins nécessaires à l'exercice des nombreux métiers et missions existants au sein de l'EPCI.

Dans ce cadre, le conseil communautaire autorise le lancement d'une consultation en d'appel d'offres ouvert relative à un marché pour «la fourniture de produits lubrifiants ».

L'accord-cadre mono-attributaire, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande étant la forme de marché la plus adaptée, celui-ci pourrait être conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an, sans montant minimum ni maximum, et pour une estimation annuelle de 54 000 € H.T.

ADOpte A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Accord cadre afférent à la fourniture d'appareillages électriques en 5 lots - Accord cadre afférent à la fourniture de mobiliers en 3 lots

Le conseil communautaire prend en compte les modifications et compléments apportés à la délibération n°16.1 du 20 septembre 2018 relative au lancement d'une consultation en Appel d'Offres Ouvert (AOO), concernant la fourniture d'appareillages électriques en 5 lots, et à la délibération n°22.1 du 29 juin 2018 relative au lancement d'une consultation en AOO pour la fourniture de mobilier en 3 lots.

En effet, il est nécessaire d'actualiser les termes de ces délibérations au regard des modifications réglementaires intervenues dans le champ de la commande publique, et notamment, suite à l'entrée en vigueur du Code de la Commande Publique.

Aussi les futures consultations sont redéfinies comme suit : chaque lot prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et sera conclu pour une durée d'un an, reconductible trois fois, sans indication de montant minimum ni de montant maximum.

En outre, il convient de corriger une erreur matérielle de rédaction quant à la forme de l'estimation des besoins.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Souscription de contrats d'assurance en 2 lots - Risques de responsabilité et flotte automobile
et risques annexes - Conclusion des marchés

Les marchés relatifs à la souscription de contrats d'assurances en matière de « risques de responsabilité » et « flotte automobile » ont fait l'objet d'une résiliation anticipée de la part de leur prestataire, avec effet au 1^{er} janvier 2021.

Compte tenu des délais de procédure, et afin de ne pas provoquer de rupture dans la continuité des prestations, une consultation a été lancée « en urgence », sous forme d'appel d'offres ouvert.

Ainsi, au vu des rapports d'analyses qui ont été présentés à La Commission d'Appels d'Offres réunie le 7 décembre dernier, le conseil communautaire autorise le Président à signer :

- lot n°1 « Risques de Responsabilités » : avec le groupement conjoint Paris Nord Assurances Services (mandataire)
Prime : 166 886,35 € TTC (solution de base)
Atteintes à l'environnement : Prime : 24 060 € TTC,
- lot n°2 « Risques Automobiles » : avec le groupement conjoint Assurances PILLIOT (mandataire) / GREAT LAKES Insurance SE dans sa solution de base (tarification 2)
Flotte automobile : Prime totale par catégorie : 165 910,89 € TTC.

ADOpte A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Arrêt du projet de Pacte de gouvernance entre Limoges Métropole
et ses 20 communes membres pour le mandat 2020-2026

L'article L5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose qu'« après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public de coopération » .

Le CGCT impose également un délai de 9 mois à compter de la date de ce renouvellement pour adopter le Pacte durant lequel les 4 étapes suivantes doivent être remplies :

étape 1 : débat et délibération sur le principe d'un pacte de gouvernance

étape 2 : délibération arrêtant un projet de pacte de gouvernance, après tenue d'un débat au Conseil;

étape 3 : transmission du projet aux communes, qui ont deux mois pour rendre un avis sur le projet de pacte ;

étape 4 : adoption par le Conseil communautaire du pacte de gouvernance après en avoir à nouveau débattu, au vu des avis rendus par les communes.

Alors que l'agglomération s'est transformée en Communauté urbaine le 1^{er} janvier 2019, il apparaît primordial de définir entre l'institution et les communes qui la composent, un nouveau pacte de gouvernance et de confiance. Ce pacte a pour ambition de poser les bases d'un nouveau mode de gouvernance fondé sur des valeurs communes, des objectifs partagés et qui placera les maires au centre des processus de décisions.

Il serait conclu pour la durée du mandat 2020-2026 mais pourra être revisité en cours de mandat à l'initiative de la Conférence des Maires ; dans cette hypothèse de révision, il serait soumis de nouveau aux conseils municipaux avant d'être présenté en conseil communautaire.

Le pacte intègre :

- l'affirmation de valeurs partagées
- des objectifs communs et partagés
- une définition actualisée du mode de gouvernance

Le conseil communautaire arrête le projet de pacte de gouvernance et autorise le Président à le notifier aux 20 communes membres de Limoges Métropole afin qu'elles rendent un avis sur ce projet.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Renouvellement des membres du Conseil de développement

Les Conseils de développement sont des instances de démocratie participative composées de membres bénévoles issus de la société civile.

Il est proposé de renouveler le conseil de développement de Limoges Métropole et qu'il soit composé de 95 membres répartis selon 3 collèges :

- le collège des représentants des communes membres de Limoges Métropole : ce collège est composé de représentants, non élus, désignés par les communes de la communauté urbaine, soit :
 - o un membre désigné par chaque commune, soit actuellement 20 membres titulaires et autant de suppléants,
 - o 5 membres désignés par les conseils citoyens.
- le collège des acteurs du développement local de Limoges Métropole : 35 membres - ce collège est composé des personnes physiques et morales, participant au développement durable, environnemental, économique, social (...) du territoire. Ces acteurs désignent un représentant pour siéger au sein du conseil de développement,

Confédération syndicale des familles	Solidarités nouvelles face au chômage	CCI
GMHL	Mutualité Française	FO
Rugby Club de l'Aurence	Fédération départementale des chasseurs	CFDT
UFC que choisir	CFE CGC	CGT
CDES	CPME	SUD
ARSL	CFTC	Entreprise Bernardaud
ASPTT	UNILIM	Entreprise Legrand
Fédération Hiero	CRESS	CHU
ALSEA	MEDEF	SNCF
CAF	Chambre des métiers et de l'artisanat	La Poste
MSA	Chambre d'agriculture	Crédit Agricole
Intermarché Hyper	Conservatoire de Limoges	

- le collège des habitants : ce collège sera composé de 35 habitants de Limoges Métropole, tirés au sort, parmi les candidatures de ceux qui en font la demande, sans condition de nationalité. Un appel public à candidatures sera effectué pour composer ce collège.

Conformément aux dispositions législatives en vigueur, la parité ainsi que le reflet de la population du territoire communautaire, telle qu'issue du recensement, dans ses différentes classes d'âge seront recherchées.

Le conseil communautaire approuve ce renouvellement et autorise le Président à mettre en place toutes les procédures nécessaires à la composition du Conseil de développement

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Présentation du rapport 2019 du Conseil de développement

Le conseil de développement de Limoges Métropole a été saisi d'une réflexion relative à l'avenir du territoire, s'agissant tout particulièrement de son attractivité, de son accessibilité, de la valorisation de ses atouts.

Son Président a remis son rapport au Président de Limoges Métropole.

Le conseil communautaire prend acte, après en avoir débattu, du rapport d'activité 2019-2020 du conseil de développement de Limoges Métropole.

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Débat et adoption des conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public

L'article L.5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public.

Le Président de Limoges Métropole doit saisir le conseil de développement sur tous les projets visés dans l'article 88 de la loi NOTRe. Il peut également le saisir sur toute question de sa compétence, sur tout sujet intéressant son territoire ou en liaison avec des territoires partenaires.

La saisine précise le calendrier prévisionnel afin que l'avis du conseil de développement puisse être remis au Président de Limoges Métropole avant que le conseil communautaire ne se prononce.

Le conseil de développement peut également s'autosaisir de toute question entrant dans son champ de compétence.

Par ailleurs, Limoges Métropole appuie et accompagne par des moyens techniques, logistiques, administratifs et financiers la stratégie de communication du conseil de développement.

Le conseil communautaire adopte les conditions et modalités de consultation du conseil de développement.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Services communautaires - tarifs de remboursement des prestations de service, des frais de personnel et de matériel

Le matériel communautaire est susceptible d'être utilisé par des organismes divers (panneau mobile de signalisation, location de feu de trafic provisoire, prêt de bacs dédiés aux ordures...).

Le conseil communautaire adopte pour l'année 2021 les nouveaux tarifs de remboursement de ces prestations.

ADOpte A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Représentant de Limoges Métropole au conseil d'administration du collège Maurice Genevoix
de Couzeix - modification de la délibération n°1.7 du 22 juillet 2020

Lors du conseil communautaire du 22 juillet 2020, M. Gilles TOULZA a été désigné en tant que représentant titulaire de la communauté urbaine au sein du conseil d'administration du collège Maurice Genevoix, à Couzeix.

Néanmoins, celui-ci ayant déjà été nommé pour représenter la collectivité de rattachement, à savoir le conseil départemental, le conseil communautaire désigne :

– M. Sébastien LARCHER

en tant que nouveau représentant titulaire de Limoges Métropole.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Promotion du Don du Sang sur le territoire de Limoges Métropole - Convention de partenariat avec l'Etablissement Français du Sang

Dans un contexte de besoins constants en produits sanguins en France, il est proposé d'intégrer Limoges Métropole au label « partenaire du don de sang » par le biais d'une convention.

La communauté urbaine s'engage ainsi dès 2021 à soutenir l'Établissement Français du Sang de Nouvelle-Aquitaine dans sa mission de collecte des dons de sang sur le territoire de Limoges Métropole en lien avec l'UD87.

Ce partenariat n'a pas d'incidence financière sur le budget communautaire.

Le conseil communautaire approuve le partenariat avec l'EFS Nouvelle-Aquitaine et autorise le Président à signer la convention afférente.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Adhésion à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à caractère Personnel (AFCDP)

Limoges Métropole a engagé au cours du premier semestre 2020 sa démarche de mise en conformité vis-à-vis du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), initiée par la nomination d'un délégué à la protection des données (DPO, Data Protection Officer) conformément aux obligations du règlement.

Limoges Métropole pourrait adhérer à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel.

Pour 2021, le coût de l'adhésion est évalué à 450 € TTC.

Le conseil communautaire approuve le principe d'adhésion à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à caractère Personnel.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Aide à l'immobilier d'entreprise à la SCI « LC 87220 » au bénéfice de la SARL « CBS 87 »

Afin de poursuivre son développement et d'améliorer sa compétitivité la société CBS 87, spécialisée dans le matériel de désamiantage a décidé de réaliser un investissement immobilier sur un parc d'activité de la commune de Feytiat.

Le projet, estimé à 2,537 M€ HT (travaux et études), sera porté par la SCI « LC 87220 ». Ainsi, pour accompagner ce projet, une aide à l'immobilier pourrait être accordée à la SCI « LC 87220 » conformément au règlement en vigueur.

Le conseil communautaire accorde à la SCI « LC 87220 » pour le compte de la société CBS 87, une subvention équivalente à 12% des dépenses éligibles, plafonné à 108 823,80 € et autorise le Président à signer la convention fixant les conditions et les modalités d'attribution de cette subvention.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Dispositif d'aide aux entreprises - 2ème vague de la crise sanitaire

Dans le cadre de la 2ème vague de la crise sanitaire liée au COVID - 19 et au titre de sa compétence d'aide à l'immobilier d'entreprise, Limoges Métropole pourrait apporter son soutien sur la base d'aide aux loyers à des entreprises.

- Les bénéficiaires éligibles seraient :

Les entreprises, d'au moins 1 salarié et de moins de 10 dont, en particulier, celles relevant des secteurs :

- de l'industrie manufacturière,
- des services à l'industrie et de l'artisanat, dont l'artisanat de production,
- du Patrimoine Vivant.

Mais également :

- les jeunes entreprises innovantes / Start-up,
- les libraires indépendants,
- les cafés,
- les hôtels indépendants,
- les restaurants.

Limoges Métropole pourrait intervenir, conformément aux conditions d'éligibilité, sur une assiette correspondant au loyer de novembre 2020, HT et hors charges, en subvention, calculée sur un taux de 60 % et plafonnée à 2 000 €, par entreprise et ce dans le cadre d'une enveloppe de 500 000 €.

En parallèle, il est proposé de prolonger le dispositif de fonds de solidarité et de proximité, animé par le réseau Initiative Nouvelle Aquitaine, jusqu'au 31 décembre 2020.

Le conseil communautaire approuve les nouvelles modalités d'intervention de ce dispositif d'aide au loyer.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Soutien à l'Agence de Valorisation de la Recherche Universitaire du Limousin (AVRUL) pour l'année 2020

Dans le cadre de son soutien à l'Agence de Valorisation de la Recherche Universitaire du Limousin (AVRUL), Limoges Métropole, par délibération du 18 février 2020, lui a accordé au titre de 2020, une avance de 51 780 €, correspondant à 50 % de la subvention 2019 afin de ne pas pénaliser sa trésorerie.

A ce jour, et suite à la transmission de son budget et de son plan d'actions finalisé, le conseil communautaire approuve la poursuite du partenariat avec l'AVRUL et le versement d'une aide de 51 780 €, ce qui portera la subvention totale allouée, en 2020, à 103 560 € et autorise le Président à signer l'avenant n°1 à la convention conclue avec l'AVRUL.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Adaptation du dispositif d'aide à la transformation numérique des entreprises
de Limoges Métropole

Dans le contexte de la crise sanitaire liée au covid-19, la communauté urbaine a notamment mis en place un dispositif d'aide à la transformation numérique des entreprises pour les secteurs du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture.

Venant en complément de l'action instaurée par la Région Nouvelle Aquitaine, le dispositif soutient les projets de transformation numérique des entreprises, employant au moins un salarié et dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure ou égale à 8 000 € HT.

Les modalités d'intervention de la Région ayant récemment évolué pour n'intervenir que sur des assiettes de dépenses supérieures à 10 000 € HT, il est proposé que Limoges Métropole complète son règlement d'intervention pour prendre en compte, également les demandes entre 8 000 et 10 000 € HT.

Le conseil communautaire décide d'adapter le dispositif d'aide à la transformation numérique de Limoges Métropole et autorise le Président à signer un avenant n°3 à la convention relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) avec la Région Nouvelle Aquitaine, afin d'y inscrire ces nouvelles modalités.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 18 décembre 2020

Ester Technopole - Bâtiments Coupole et Centre d'Innovation et de Recherche en Electronique (CIRE) - Tarifs de redevance d'occupation

Limoges Métropole propose plusieurs espaces locatifs au sein des bâtiments de la « Coupole » et du Centre d'Innovation et de Recherche en Electronique (CIRE).

A ce jour, 2 tarifs de location existent, indépendamment de la nature du bénéficiaire :

- l'un pour les bureaux,
- l'autre pour les ateliers.

Il est proposé de mettre en place une nouvelle tarification, selon la nature des locataires.

	Entreprises matures et autres structures		Entreprises innovantes (post pépinière)		Structure de l'écosystème d'innovation		Laboratoires CRT	
	Loyer proposé	Aide allouée	Loyer proposé	Aide allouée	Loyer proposé	Aide allouée	Loyer proposé	Aide allouée
<i>Bureaux</i>	120	0	100	20	80	40	60	60
<i>Ateliers</i>	60	0	40	20	40	20	40	20

Il est proposé de fixer les charges de bureaux à 20 € HT/m²/an et à 25 € HT/m²/an pour les ateliers

Pépinière (loyer intégrant les charges)		
	<i>Incubés</i>	<i>Intégration directe en pépinière</i>
Année 1	AVRUL	40
Année 2	AVRUL	40
Année 3	50	50
Année 4	80	80

Le conseil communautaire approuve les nouveaux tarifs de redevance d'occupation de locaux applicables au sein de la « Coupole » et du CIRE et décide que cette nouvelle tarification entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021, pour les nouveaux entrants, et à échéance de chaque convention pour les autres occupants.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Annulation des loyers des 2ème et 3ème trimestres 2020, pour 17 entreprises dont Limoges Métropole est le bailleur, sur Ester Technopole et le centre d'Innovation et de Recherche en Electronique (CIRE)

Dans le contexte de la 1^{ère} crise sanitaire liée au covid-19, Limoges Métropole, par décision du 28 avril 2020, a décidé de différer la perception des loyers du 1^{er} trimestre 2020 des entités dont elle est le bailleur sur le site Ester Technopole.

Eu égard à la situation actuelle, il est proposé d'annuler les loyers dus pour lesquels un titre de recette a été émis et de ne pas appeler ceux dont les titres n'ont pas été émis.

Ainsi, le conseil communautaire :

- approuve l'annulation des loyers et des charges pour 17 entreprises innovantes locataires de Limoges Métropole au titre du 2^{ème} trimestre 2020 pour un montant de 54 582,03 € et pour 4 entreprises au titre du 3^{ème} trimestre 2020 pour un montant de 19 026 €. Ces annulations représentent une aide au titre du règlement «de minimis »,
- prend acte du non appel des loyers et des charges pour les entreprises concernées au titre du 1^{er} trimestre 2020, pour 13 sociétés au titre du 3^{ème} trimestre 2020 et pour 17 sociétés au titre du 4^{ème} trimestre 2020.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Parc d'activité de la Ribière à Limoges - Mise à disposition d'un terrain à la société
Avelis Logistic SAS - Création d'une base de vie

La société Avelis Logistic SAS a été mandatée, par SNCF réseau, pour l'aménagement et l'exploitation d'une base de vie liée à un chantier de rénovation de la voie entre Limoges et Salon-la-Tour (Corrèze).

Dans le cadre de cette recherche foncière, SNCF Réseau a sollicité Limoges Métropole qui dispose d'une emprise, correspondant au cahier des charges, située sur le parc d'activités de la Ribière, rue Archimède, à Limoges.

L'occupation du terrain s'étendra de février 2021 à fin août 2022.

Le conseil communautaire approuve la mise à disposition, à la société Avelis Logistic SAS d'une emprise située sur le parc d'activités de la Ribière, à Limoges, du 1^{er} février 2021 au 31 août 2022 et autorise le Président à signer la convention avec la société Avelis Logistic SAS.

La recette attendue pour cette mise à disposition représenterait un montant total de 18 050 € HT.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une étude d'opportunité et de faisabilité relative à la réalisation d'infrastructures d'hébergement de plein air sur le territoire de Limoges Métropole

Dans le cadre de sa stratégie exprimée au sein du schéma de développement touristique, Limoges Métropole souhaite faire réaliser une étude afin d'envisager l'opportunité et la faisabilité de la création de nouvelles structures d'hôtellerie de plein air, prenant en compte plusieurs cibles, y compris les camping-caristes.

Cette démarche serait conduite, dès 2021, et comprendrait deux études de faisabilité et de pré-programmation relatives à la création :

- d'une aire de camping-car, sur Limoges.
- d'une aire de camping, sur le territoire de la communauté urbaine.

Le conseil communautaire approuve le lancement de cette étude et autorise le Président à effectuer les demandes de subvention auprès des financeurs potentiels.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Conclusion d'avenants aux contrats de concession de service public du Zenith et de l'Aquapolis -
Annulation de certains titres de recettes émis à l'encontre des concessionnaires S-PASS TDE pour le
Zenith et Vert Marine pour l'Aquapolis

Dans le cadre de la crise sanitaire, le Zénith et le centre aquatique de Limoges Métropole, gérés respectivement par les sociétés S-PASS et VERT MARINE, ont été fermés au public à compter du 15 mars 2020.

Dans l'attente du calcul des indemnités que Limoges Métropole pourrait être amenée à verser aux délégataires face à la crise de la COVID 19, le conseil communautaire :

- annule les titres déjà émis et de suspendre la mise en recouvrement des sommes restantes pour les deux structures pour l'année 2020, y compris la clause de retour à meilleure fortune pour l'année 2019 d'un montant de 209 211,42 € due par Vert Marine à Limoges Métropole,
- acte la signature d'un avenant avec chaque concessionnaire, mentionnant ces dispositions.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Aide au développement des T.I.C à caractère éducatif - Evolution du dispositif

Devant l'intérêt croissant des groupes scolaires pour l'usage des tablettes, il apparaît opportun que ces outils, soient désormais pris en compte dans l'instruction des dossiers de demande de fonds de concours pour l'aide au développement des TIC à caractère éducatif en faveur des communes qui en font la demande.

Aussi, le matériel éligible au dispositif pourrait être étendu aux tablettes et équipements associés, les autres modalités restant inchangées.

Le conseil communautaire donne son accord à ces évolutions.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Raccordement en fibre optique du site Cycle de l'Eau de la Bastide
Raccordement en fibre optique de sites de la Communauté Urbaine Limoges Métropole
Conventions avec le Syndicat Mixte DORSAL

Le syndicat mixte DORSAL a donné son accord pour étendre son réseau de fibre optique vers certains sites de Limoges Métropole. Le raccordement de ces sites aux chambres de DORSAL sera ensuite réalisé par la Communauté urbaine via un marché public.

Limoges Métropole versera à DORSAL une contribution, correspondant au remboursement du seul coût des travaux effectués par le syndicat mixte, calculée en fonction du mètre nécessaire à l'amenée de la fibre jusqu'à la chambre d'adduction du site à raccorder.

C'est, par exemple, le cas de l'opération de raccordement à la station de traitement de l'eau potable de la Direction du cycle de l'eau, pour laquelle le montant prévisionnel de la participation de Limoges Métropole s'établit à 9 500 €.

Le conseil communautaire approuve le principe du partenariat avec DORSAL relatif à des opérations de raccordement et autorise le Président à signer les conventions à intervenir pour chaque opération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Travaux d'aménagement de pistes cyclables - modification du plan de financement prévisionnel

La voie verte à Eyjeaux ayant pu être ajoutée à la programmation de l'Europe et du Département pour un montant prévisionnel de 45 300 € HT, le conseil communautaire approuve le nouveau plan de financement prévisionnel concernant les travaux d'aménagements cyclables programmés sur la période 2018/2019 et autorise le Président à solliciter une participation financière de l'Europe et du Département de la Haute Vienne ou tout autre aide financière éventuelle.

Opérations	Montants prévisionnels € HT	Ressources	Base éligible prévisionnelle HT	Montant HT	Taux de participation envisagés
		AIDES PUBLIQUES			
Voies vertes sur les communes de Boisseuil, Le-Palais-sur-Vienne et Rilhac-Rancon	268 160€	Europe (FEDER)	401 699 €	100 425 €	25%
Piste cyclable - route de Balézy à Isle	88 239 €	Département de la Haute-Vienne (contrat d'agglomération) emprise voirie le territoire de l'agglomération	356 306 €	53 446 €	15%
Voie verte à Eyjeaux	45 300 €	Département de la Haute-Vienne (contrat d'agglomération) emprise voirie sur le territoire du Département	45 393 €	11 348 €	25%
		SOUS-TOTAL AIDES PUBLIQUES		165 219 €	41%
		Autofinancement Limoges Métropole		236 480 €	59%
COÛT TOTAL	401 699€	FINANCEMENT TOTAL		401 699 €	100%

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Candidature de Limoges Métropole à l'appel à projets relatif aux fonds mobilités actives -
continuités cyclables 2020 du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Dans le cadre de la seconde session de l'appel à projets intitulé « fonds mobilités actives –
continuités cyclables – 2020 » ouvert par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire,
Limoges Métropole a déposé un nouveau dossier relatif à la voie verte au Palais-sur-Vienne le
long de la RD 29 : franchissement d'un affluent de la Vienne (coût estimé : 787 700 € HT -
montant de subvention sollicité : 89 048 € HT).

Le conseil communautaire confirme l'engagement de Limoges Métropole suite à la seconde
session de cet appel à projets et autorise le président à signer la convention de financement dans
le cas où Limoges Métropole serait lauréate.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Centrale Energie Déchets et Centre de Recyclage de Limoges Métropole
Prix à la tonne de traitement pour 2021

Le conseil communautaire décide de voter, pour l'année 2021 :

- les tarifs de traitement et d'évacuation des déchets reçus à la Centrale Energie Déchets de Limoges Métropole (CEDLM),
- les tarifs de traitement à la tonne des matériaux reçus et traités au centre de recyclage de Limoges Métropole,

et autorise le Président à signer, sur la base de conventions-type, les conventions à intervenir à cet effet.

Centrale Energie Déchets

	2019		2020		2021	
	Prix €/tonne	Evolution par rapport à n-1	Prix €/tonne	Evolution par rapport à n-1	Prix €/tonne	Evolution par rapport à n-1
Traitement à la CEDLM des déchets ménagers : tarif hors TGAP (membres de l'entente et clients extérieurs)	81,00	+ 0 %	82,00	+ 1,2%	83,00	+1,2%
Traitement à la CEDLM des déchets d'activités de soins banalisés : tarif hors TGAP	103,00	+ 0 %	105,00	+ 1,9%	106,00	+1%
Traitement à la CEDLM de Déchets d'Activité Economique : tarif hors TGAP	91,00	+ 0 %	92,00	+ 1,1%	92,00	+0%

Le montant de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) pour 2021 sera appliqué conformément aux dispositions du Code des Douanes.

Centre de Recyclage

	2019	2020		2021	
	Prix	Prix	Evolution par rapport à n-1	Prix	Evolution par rapport à n-1
Tri du flux emballages ménagers recyclables avec ou sans papier en euros par tonne pour les membres de l'Entente	157,00	160,00	+ 1,9%	170,00	+6,3%
Tri du flux emballages ménagers recyclables avec ou sans papier en euros par tonne pour les clients extérieurs à l'Entente	Non existant	180,00	/	190,00	+5,6%
Mise en balles des journaux revues magazines, cartons et autres matériaux sans tri préalable en euros par tonne	30,00	30,00	+ 0%	30,00	0%
Transfert du verre ménager en euros par tonne	11,50	11,50	+ 0%	11,50	+0%
Compostage des déchets verts en euros par tonne	38,00	38,00	+ 0%	43,50	+14,5%
Caractérisation du gisement entrant selon la norme XP-X30-437 en euros par caractérisation	114,00	114,00	+0%	114,00	+0%
Renouvellement des badges d'accès des collecteurs en cas de perte en euros par badge	18,50	18,50	+ 0%	18,50	+0%

Vente de compost vert fabriqué selon la norme AFNOR NFU 44-051 aux professionnels et collectivités :

Le prix de vente en vrac et sacs s'applique du départ du site, chargement compris pour le vrac.

Vente en vrac :

Professionnels et collectivités autres que celles adhérentes à Limoges Métropole	Commandes annuelles			
	Inférieures à 50 tonnes	Comprises entre 50 et 300 tonnes	Comprises entre 300 et 500 tonnes	Supérieures à 500 tonnes
Compost moyen 0 - 30 mm	7 €/la tonne	5 €/la tonne	2 €/la tonne	1,50 €/la tonne
Refus de criblage et andains broyés	Gratuit			

Vente en sacs :

Professionnels et Collectivités	Commandes annuelles	
	Inférieures à 300 sacs	Comprises entre 300 et 1 000 sacs
Compost 0 - 30 mm en sac de 40 litres (environ 20kg)	3 €/le sac	2 €/le sac

Communes membres de Limoges Métropole	Commandes annuelles supérieures à 5 000 sacs
Compost 0 - 30 mm en sac de 40 litres (environ 20kg)	1 €/le sac

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Convention d'accès aux déchèteries de Limoges Métropole et du Syndicat Départemental
d'Elimination des Déchets de la Haute-Vienne

Le conseil communautaire approuve la poursuite des mutualisations d'accès gratuit en déchèterie entre Limoges Métropole et le Syndicat Départemental d'Elimination des Déchets de la Haute Vienne (Syded 87) pour une nouvelle durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, et autorise le Président à signer la nouvelle convention à intervenir.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Conventions d'application entre Limoges Métropole, Evolis 23 et le Syndicat Départemental d'Elimination des Déchets de la Haute-Vienne pour le traitement des déchets sur les 3 installations de la Haute-Vienne

Limoges Métropole, Evolis 23 et le Syndicat Départemental d'Elimination des Déchets de la Haute-Vienne (Syded 87) ont créé une entente intercommunale afin de gérer en commun les installations de traitement des déchets existantes.

Une convention cadre fixe les modalités de cette entente et des conventions d'application, les modalités de gestion à frais communs de chaque équipement, qui présentent une utilité commune pour les trois partenaires.

La conférence de l'Entente s'est réunie afin de débattre des éléments constituant les 3 conventions d'application concernant le centre de recyclage, la centrale énergie déchets et Alveol.

Le conseil communautaire autorise le Président à signer ces 3 conventions d'application.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Adoption du tarif de traitement des encombrants à alveol pour l'année 2021 et modification du tarif pour l'année 2020

Dans le cadre de l'Entente avec le Syded 87 et Evolis 23 exécutoire depuis le 11 février 2020, et suite à la réunion de la Conférence, le conseil communautaire décide de voter les tarifs à appliquer sur l'installation de stockage des déchets non dangereux alveol pour l'année 2020 et pour l'année 2021.

	Tarif du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2020		Tarif à partir du 1 ^{er} avril 2020		2021	
	Prix €/tonne	Evolution par rapport à n-1	Prix €/tonne	Evolution par rapport à n-1	Prix €/tonne	Evolution par rapport à n-1
Traitement à alveol : tarif hors TGAP pour les membres de l'entente	60,00	1,7%	78,00	+ 32,2%	78,00	+ 0,0%

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Convention de versement d'un fonds de concours conclue entre Limoges Métropole - Communauté urbaine et la ville de Couzeix - Conteneurs enterrés pour les déchets place du 8 mai 1945 -
Abrogation de la délibération n°9.1 du 14 février 2019

L'implantation de conteneurs enterrés sur la commune de Couzeix ayant dû être revue, le montant maximum du fonds de concours objet de la délibération n°9.1 du conseil communautaire du 14 février 2019 est à réactualiser.

Le coût de l'opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Limoges Métropole, représente un montant de 56 109 € HT

Le montant du fonds de concours s'élève à un maximum de 28 054,50 € net (50 % des dépenses, subventions éventuelles déduites).

Le conseil communautaire décide d'abroger la délibération n°9.1 en date du 14 février 2019 et autorise le Président à signer la nouvelle convention avec la ville de Couzeix.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Accords-cadres relatifs à la location de bennes pour le transport, l'évacuation et le traitement des déchets issus des services municipaux et communautaires - 3 lots - Convention constitutive de groupement de commandes conclue entre Limoges Métropole - Communauté urbaine (coordonnateur) et ses communes membres - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

Le marché actuel de prestations de service relatif à la location de bennes pour le transport, l'évacuation et le traitement des déchets issus des services municipaux et communautaires, expire le 1^{er} septembre 2021. Il est donc proposé de créer un nouveau groupement de commandes de type gestion « mixte » constitué de Limoges Métropole et des communes membres dont Limoges Métropole serait désignée coordonnateur.

La consultation, en appel d'offres ouverts, de ce nouveau marché serait décomposée en 3 lots sous la forme d'accords-cadres mono-attributaire exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, d'une durée de trois ans reconductible une fois un an, sans montant minimum ni montant maximum

Le conseil communautaire autorise le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes avec toutes les communes membres de la communauté urbaine.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Redevance eau - Année 2021

Une étude d'harmonisation tarifaire étant en cours, il est proposé de faire évoluer de façon non uniforme les tarifs 2021 d'eau potable :

- majoration de 1.5% du tarif HT pour les communes de Limoges et Couzeix qui disposent des tarifs les plus bas,
- maintien des tarifs HT pour les autres communes.

Cette majoration s'applique également au tarif de fourniture d'eau aux membres adhérents au SYTEPOL fournie par la station principale d'eau de Limoges

Le conseil communautaire décide de voter l'application de ces tarifs à compter du 1er janvier 2021

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Prix de branchement au réseau public d'eau potable
Tarif du contrôle des installations privées de prélèvements, récupération et distribution
d'eau – Majoration en cas de réparation des branchements et conduites d'eau endommagées
Année 2021

Dans le cadre de l'exercice de la compétence eau, le conseil communautaire décide de fixer et de voter l'application à compter du 1^{er} janvier 2021 :

- du prix du branchement au réseau public d'eau potable, sur le territoire des 9 communes gérées en gestion directe,
- du tarif du contrôle des installations privées de prélèvement, récupération et distribution d'eau, sur le territoire des communes gérées en gestion directe, ainsi que sur les communes de Nieul, Thouron et Saint Jouvent qui ont confié la gestion de l'eau sur leur territoire à Limoges Métropole,
- de prévoir une majoration pour frais d'intervention de Limoges Métropole dans le remboursement de travaux de réparation des branchements et conduites d'eau endommagés par des tiers.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Conventions de coopération avec les communes de Vaulry, Saint Priest Taurion et de
Chamborêt pour l'exploitation du réseau d'eau potable

Les communes de Vaulry, de Saint-Priest-Taurion et de Chamborêt ont signé, pour l'année 2020, des conventions avec Limoges Métropole afin qu'elle continue à mettre à leur disposition des services et moyens pour leur permettre une bonne exécution du service public de distribution d'eau potable.

Ainsi,

- la convention d'assistance à l'exploitation du réseau municipal de distribution d'eau potable de Vaulry prenant fin au 31 décembre 2020,
- l'actuelle convention pour la fourniture d'eau potable avec la commune de Saint-Priest-Taurion prenant fin le 31 décembre 2020,
- la convention d'assistance à la mission de service public de distribution d'eau potable ainsi que la convention pour la fourniture d'eau potable avec la commune de Chamborêt prenant fin le 31 décembre 2020,

le conseil communautaire autorise la signature de nouvelles conventions pour une période d'un an à compter du 1er janvier 2021.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Modification des statuts du Syndicat Mixte Vienne Briance Gorre

Le comité syndical du Syndicat Mixte d’Alimentation d’Eau Potable (S.M.A.E.P.) Vienne Briance Gorre a approuvé par une délibération en date du 1^{er} septembre 2020 ses nouveaux statuts suite à la prise de la compétence « eau » par la Communauté de Communes Porte Océane du Limousin.

Le conseil communautaire émet un avis favorable concernant ce projet de statuts.

ADOPTE A L’UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 18 décembre 2020

Tarifs d'assainissement - Année 2021

Pour l'année 2021, le conseil communautaire décide de voter les nouveaux tarifs du service assainissement de Limoges Métropole applicables au 1^{er} janvier 2021.

- Concernant la redevance d'assainissement collectif, le conseil communautaire décide d'établir le tarif unique de la redevance assainissement à 1,463 €/m³ pour les communes concernées, soit une évolution de + 2,66% TTC.

Pour la commune de Chaptelat l'harmonisation de son tarif s'achèvera en 2023.

- Concernant la redevance d'assainissement non collectif, maintien des tarifs à l'identique de ceux de l'année 2020.
- Concernant le prix du branchement au réseau public d'assainissement, le conseil communautaire décide une réduction de 0,45 % tenant compte de l'actualisation des coûts des travaux,
- Concernant le tarif de déversement des matières de vidange, le conseil communautaire décide une évolution de 3 % ce qui porterait le prix HT de la tonne à 30,11 € de produit brut,
- Concernant la facturation de l'instruction des demandes de renseignements des notaires, le conseil communautaire décide de fixer à 30 € HT l'instruction administrative seule et à 120 € HT l'instruction administrative et visite sur le terrain,
- Concernant la participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif et Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif Assimilés Domestiques, le conseil communautaire décide une évolution des tarifs de - 0,45 % tenant compte de l'actualisation des coûts des travaux.

ADOpte A L'UNANIMITE

- REDEVANCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2021-

TARIF GENERAL sauf conditions particulières prévues par voie de conventions avec les industriels			TARIF GROS CONSOMMATEURS - HABITATS COLLECTIFS		
			pour la récupération des eaux usées d'habitats collectifs utilisant un volume annuel > 110 000 m ³ sur plusieurs points de livraison dont le ratio : volume / nombre de points > 650 m ³		
Tarif de base	Taxe Modernisation des réseaux de collecte	Prix final	Coef. 0,90 du tarif de base	Taxe Modernisation des réseaux de collecte	Prix final
HTVA en € / m ³	HTVA en € / m ³	TTC (TVA 10 %) en € / m ³	HTVA en € / m ³	HTVA en € / m ³	TTC (TVA 10 %) en € / m ³
COLLECTE DES EAUX USEES AU DROIT DE CHAQUE HABITATION ET TRAITEMENT					
AUREIL	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
BOISSEUIL	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
BONNAC LA COTE	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
CHAPTELAT	1,224	0,150	1,511	1,102	1,377
CONDAT S/ VIENNE	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
COUZEIX	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
ISLE	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
EYJEAUX	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
FEYTIAT	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
LE PALAIS SUR VIENNE	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
LE VIGEN	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
LIMOGES	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
PANAZOL	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
PEYRILHAC	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
RILHAC RANCON	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
SAINT GENCE	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
SAINT JUST LE MARTEL	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
SOLIGNAC	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
VERNEUIL	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
VEYRAC	1,180	0,150	1,463	1,062	1,333
COLLECTE DES EAUX USEES EN LIMITE DE COMMUNES ET TRAITEMENT SUR LA STATION D'EPURATION DE LIMOGES (toutes consommations) Tarif prenant en compte le coût de traitement du m ³ d'eaux usées, le linéaire de réseau de collecte et l'énergie nécessaire au transfert des effluents					
BOSMIE L'AIGUILLE	0,798				

Une réduction de 10% du tarif général est appliquée pour une catégorie particulière d'utilisateurs concernant la récupération des eaux usées d'habitats collectifs, consommant un volume annuel supérieur à 110 000 m³.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – TARIFS 2021

Nature de la prestation	Tarifs 2021 en € nets de taxe
Contrôle de conception et de réalisation pour une construction neuve (50% conception, 50% réalisation) couvrant moins de 20 équivalent habitant	273,35
Contrôle de conception et de réalisation pour une construction neuve (50% conception, 50% réalisation) couvrant entre 20 et 50 équivalent habitant	410,02
Contrôle de conception et de réalisation pour une construction neuve (50% conception, 50% réalisation) couvrant plus de 50 équivalent habitant	478,36
Contrôle de conception et de réalisation dans le cadre d'une réhabilitation d'installation	193,55
Contrôle de fonctionnement et d'entretien périodique d'installation existante	79,80
Contrôle de fonctionnement et d'entretien périodique d'installation existante couvrant entre 20 et 50 équivalent habitant	119,70
Contrôle de fonctionnement et d'entretien périodique d'installation existante couvrant plus de 50 équivalents habitant	139,66
Pénalité financière en cas de refus manifeste de contrôle de fonctionnement de la part de l'utilisateur (refus, absence répétées, ...)	159,60
Contrôle, à la demande, de fonctionnement et d'entretien périodique d'installation existante (hors vente)	79,80
Contrôle, à la demande, de fonctionnement et d'entretien d'installation existante (hors vente) couvrant entre 20 et 50 équivalents habitant	119,70
Contrôle, à la demande, de fonctionnement et d'entretien d'installation existante (hors vente) couvrant plus de 50 équivalents habitant	139,66

Les 2 tarifs liés aux ventes immobilières, présentent des montants identiques pour l'utilisateur que ceux appliqués en cas de desserte par le réseau collectif (étant précisé que ceux du SPANC ne sont pas assujettis à la TVA)

Contrôle de fonctionnement et d'entretien d'installation existante dans le cadre de préalables aux transactions immobilières	144
Réponse aux demandes de renseignements émanant des notaires dans le cadre de préalables aux transactions immobilières (instruction administrative seule sans déplacement sur site ni contrôle d'installation)	36

PRIX DU BRANCHEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Les tarifs forfaitaires s'appliquent uniquement pour des particuliers propriétaires (hors société civile ou immobilière) d'une maison individuelle occupée en résidence principale, lors de l'établissement du premier branchement. Ils correspondent à des travaux dont les équipements sont de diamètre 160 mm, à partir d'une longueur supérieure à 2 m et jusqu'à une longueur maximale de 10 m pour une profondeur maximale de 2,10 mètres.

- branchement eaux usées seules : 2 085,41 € HT,
- branchement eaux pluviales seules : 2 085,41 € HT,
- branchement unitaire : 2 085,41 € HT,
- branchement séparatif (eaux usées et eaux pluviales) : 2 583,16 € HT.

S'agissant des opérations d'extension de réseaux à l'initiative de Limoges Métropole (hors urbanisation nouvelle), les tarifs appliqués pour les branchements des immeubles existants au moment des travaux sont ceux présentés ci-dessus, auxquels sont appliqués un rabais de 30 % pour intégrer l'économie d'échelle induite par la création groupée de branchements.

Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif

Tarifs applicables au 1er janvier 2021

1- Pour 1 équivalent-logement (logement, appartement...)	1 628,84
2- Pour 2 équivalents-logement (logement, appartement...)	3 094,79
3- Pour 3 équivalents-logement (logement, appartement...)	4 348,99
4- Pour 4 équivalents-logement (logement, appartement...)	5 407,73
5- Pour 5 équivalents-logement (logement, appartement...)	6 271,03
6- Pour 6 équivalents-logement (logement, appartement...)	7 036,58
7- Pour 7 équivalents-logement (logement, appartement...)	7 525,24
8- Par équivalent-logement (logement, appartement...) au-delà de 7	977,29
9- Par équivalent-logement de type studio ou F1 dans un collectif ou groupement d'habitations de plus de 8 logements	625,03

Pour les cas des immeubles existants ayant l'obligation de se raccorder sur le réseau public construit postérieurement : par équivalent-logement (logement, appartement...), le tarif est maintenu à l'identique depuis 2017, soit 100 €.

Pour permettre l'application des dispositions de l'article L1331-7 du Code de la santé publique et de l'Ordonnance du 15 juin 2000, dans le cas des établissements industriels, des écoles, des hôpitaux, des cinémas, des hôtels, des bureaux et commerces, des usines et ateliers, etc., il s'avère nécessaire de convertir chaque établissement en nombre équivalent- logement, en tenant compte des éléments indiqués dans le tableau ci-après :

Etablissement	Nombre d'usagers	Nombre d'équivalents-logement
Ecoles	Par tranche de 50 élèves externes	1
	Par tranche de 12 élèves internes	1
Hôpitaux	Par tranche de 3 lits	1
Cinémas	Par tranche de 100 places	1
Cafés / Restaurants	Par tranche de 25 couverts	1
Usines, ateliers, bureaux, commerces...	Par tranche de 50 personnes	1
Etablissements d'hébergement type hôtel	Par tranche de 3,5 résidents	1
Maison de retraite, EHPAD	Par tranche de 2 résidents	1
Résidence séniors	Par logement	1
Station de lavage pour véhicules (rouleaux et/ou haute pression)	Par tranche de 2 pistes de lavage	1
Piscines collectives	Par tranche de 15 baigneurs	1
Pressing/Laverie automatique	Par tranche de 3 machines à laver	1

Cette indemnité sera facturée à partir de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble (à la réception de la DAACT – Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux - ou à la constatation du rejet par le service assainissement).

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Communication concernant le rapport annuel 2019 de la commission Intercommunale pour l'Accessibilité

Conformément aux dispositions de l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil communautaire prend acte de l'examen du rapport de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité pour l'année 2019 qui s'est réunie le 3 décembre 2020.

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Approbation de la révision générale du Règlement Local de Publicité (RLP) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Limoges

La commune de Limoges a souhaité que la procédure de révision générale du Règlement Local de Publicité qu'elle a entamé, soit poursuivie jusqu'à son terme par Limoges Métropole compétente en matière de PLU.

Les remarques faites lors de l'enquête publique et les avis rendus par les personnes publiques et organismes associés justifient quelques évolutions mineures du projet de RLP arrêté.

Comme ils ne remettent pas en cause la philosophie du RLP, le conseil communautaire approuve ce règlement pour la commune de Limoges.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Limoges - Arrêt
du projet de révision "allégée" n°1 du PLU

La procédure de révision « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Limoges a fait l'objet d'une délibération du conseil communautaire en date du 22 juillet 2020.

Cette procédure consiste à réduire un « Espace Boisé Classé » (EBC) pour un projet d'installation de turbines hydroélectriques sur les conduites d'adduction aux eaux brutes alimentant l'usine de la Bastide.

Le conseil communautaire considère comme favorable le bilan de la concertation, arrête le projet de révision « allégée » n°1 du PLU de Limoges et décide de le soumettre pour avis aux entités concernées.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Couzeix - Arrêt du projet de révision "allégée" n°1 du PLU

La procédure de révision « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Couzeix a fait l'objet d'une délibération du conseil communautaire en date du 18 février 2020.

Cette procédure est engagée afin de permettre la construction d'une maison d'habitation sur une surface en zone urbaine mixte où l'habitat est dominant mais classée en Espace Boisé Classé (EBC).

Le conseil communautaire considère comme favorable le bilan de la concertation, arrête le projet de révision « allégée » n°1 du PLU de Couzeix et décide de le soumettre pour avis aux entités concernées.

ADOpte A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Révision générale du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la commune du Vigen - Définition des modalités de concertation

Limoges Métropole est compétente en matière de PLU et peut donc poursuivre la procédure de révision générale du PLU de la commune du Vigen.

Ainsi, le conseil communautaire de Limoges Métropole a débattu du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) le 18 février 2020.

Le conseil communautaire décide de fixer les modalités de concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet de PLU, de notifier la présente délibération aux Personnes Publiques Associées (PPA) et autorise le Président à mettre en œuvre les modalités d'information appropriées et de concertation.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Rilhac-Rancon - Modification d'une erreur matérielle sur le règlement graphique

Le conseil communautaire approuve la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de
Rilhac-Rancon, tout en prenant en compte les observations émises par les PPA, qui vise à
rectifier une erreur matérielle sur le règlement graphique.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Just le Martel -
Reclassement d'une partie de la zone AU2 en zone U3 suite à une erreur matérielle

Le conseil communautaire décide de prescrire la modification n°1 du PLU de la commune de Saint Just le Martel qui vise à effectuer un reclassement d'une partie de la zone AU2 en une zone urbaine U3 et une autre partie en zone Agricole Stricte AS afin de limiter la consommation d'espace agricole.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aureil -
Reclassement d'une partie de la zone Naturelle (N) en zone Naturelle maraîchage
(Nm)

Le conseil communautaire décide de prescrire la modification n°7 du PLU de la commune d'Aureil qui vise à effectuer un reclassement d'une partie de la zone Naturelle en sous-secteur « zone Naturelle maraîchage » afin d'implanter des exploitants agricoles de manière pérenne sur le territoire et de participer au Projet Alimentaire Territorial (PAT) porté par Limoges Métropole.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Isle - Arrêt du
projet de révision "allégée" n°1 du PLU

La procédure de révision « allégée » n°1 du PLU de la commune d'Isle a fait l'objet d'une délibération du conseil communautaire en date du 22 juillet 2020.

Cette procédure a été engagée afin que le règlement graphique évolue pour mettre à jour une erreur matérielle.

Le conseil communautaire considère comme favorable le bilan de la concertation, arrête le projet de révision « allégée » n°1 du PLU d'Isle et décide de le soumettre pour avis aux entités concernées.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Projet Urbain Partenarial (PUP) avenue de Lattre de Tassigny sur la commune de Limoges -
Création d'une voie nouvelle - Lancement de l'enquête publique au titre du code de la voirie
routière

Par délibération du 26 septembre 2019, le conseil communautaire a décidé de la mise en place d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) dans le cadre d'un projet immobilier mixte (logements et commerces) au 171 avenue de Lattre de Tassigny à Limoges sur l'ancienne usine « Le Sablard ».

Ce projet nécessitant la création d'une nouvelle rue, et donc une ouverture de voies, doit à ce titre être soumis à enquête publique.

Le conseil communautaire autorise le lancement de l'enquête publique et autorise le Président à accomplir toute formalité relative à sa tenue.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Délégation de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité au Président de
Limoges Métropole

Limoges Métropole exerce de plein droit le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur son territoire, dont une partie a été déléguée aux communes membres par délibération du 30 mars 2017.

Par ailleurs, Limoges Métropole dispose d'un droit de priorité sur tous les projets de cession par l'Etat d'un immeuble de son domaine privé situé sur le territoire communautaire.

Pour exercer ce droit de préemption urbain ou ce droit de priorité, Limoges Métropole dispose d'un délai de deux mois pour se prononcer à compter de la réception de la demande, par le biais d'une délibération du conseil communautaire. En cas d'absence de séance du conseil communautaire durant cette période, Limoges Métropole pourrait être privée d'une opportunité foncière d'acquérir des biens immobiliers.

Le conseil communautaire décide de déléguer au Président de Limoges Métropole l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité pour des opérations relevant des compétences statutaires.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Création d'une voie nouvelle et franchissement de l'A20 - Acquisition immobilière de diverses parcelles de terrain à Limoges secteur la Bastide-le Puy Ponchet - propriété de la Ville de Limoges

Dans le cadre du projet de franchissement de l'A20 et la création d'une voie nouvelle permettant de relier les secteurs du Puy Ponchet et de la Bastide à Limoges, les emprises nécessaires à ce projet impactent des parcelles de terrain propriétés respectives de la ville de Limoges et de Limoges Habitat.

Dans ce cadre, le conseil communautaire autorise Limoges Métropole à acquérir, moyennant le montant de 138 000 €, cinq parcelles de terrain, situées à Limoges, d'une superficie totale de 14 119 m² environ, appartenant à la ville de Limoges.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Contrat de ville - Nouveau Programme de Renouvellement Urbain - Projet de convention multi partenarial et missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en 2 lots - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert - Modifications et compléments apportés à la délibération n° 11.1 du 21 décembre 2018

Le conseil communautaire prend en compte les modifications et compléments apportés à la délibération n°11.1 du 21 décembre 2018 relative au lancement d'une consultation en Appel d'Offres Ouvert pour deux missions d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) dans le cadre du pilotage du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU).

En effet, il convient d'actualiser les termes de cette délibération au regard des modifications réglementaires intervenues dans le champ de la commande publique, et notamment, suite à l'entrée en vigueur du Code de la Commande Publique.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Convention de partenariat entre Limoges Métropole et la Direction Territoriale de Pôle Emploi
concernant un poste de conseiller PLIE

Pôle Emploi sollicite le renouvellement de son partenariat avec Limoges Métropole, pour la période allant du 1er janvier 2020 au 31 août 2020, relatif à la mise à disposition d'un de leurs agents dans les mêmes conditions de temps d'intervention soit 40 % d'un équivalent temps plein et dans les mêmes conditions financières.

Le conseil communautaire approuve le renouvellement de ce partenariat ainsi que le versement de la subvention de 14 752 € pour l'année 2020 et autorise le Président à signer la convention afférente.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Convention pluriannuelle de partenariat conclue avec la Mission Locale de l'agglomération de Limoges pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

Limoges Métropole soutient financièrement différents dispositifs permettant de structurer les parcours de retour à l'emploi des publics rencontrant des difficultés d'insertion socio-professionnelles sur son territoire et notamment la Mission locale de l'agglomération de Limoges dont la vocation est de favoriser l'insertion des jeunes de 16 à moins de 26 ans non scolarisés, et de lutter contre l'exclusion

La convention conclue entre ces deux entités prenant fin le 31 décembre 2020, le conseil communautaire approuve la poursuite de ce partenariat ainsi que le versement d'une subvention annuelle d'un montant de 278 301 € pour la période 2021-2023, et autorise le Président à signer la convention pluriannuelle à intervenir dans ce cadre.

ADOPTE A L'UNANIMITE

N'a pas pris part au vote :
Samia RIFFAUD

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Insertion sociale et professionnelle pour l'entretien des espaces publics des quartiers du Val de l'Aurence, de la Bastide, du Vignal et de Beaubreuil à Limoges (en 2 lots) - Convention constitutive de groupement de commandes conclue entre Limoges Métropole (coordonateur) et la ville de Limoges - lancement des accords-cadres en procédure adaptée

Les marchés actuels d'Insertion Sociale et Professionnelle pour l'entretien des espaces publics des quartiers du Val de l'Aurence, de La Bastide, du Vignal et de Beaubreuil à Limoges, arrivant à expiration le 31 mars 2021, il est proposé de créer un nouveau groupement de commandes avec la ville de Limoges sous la formule d'une « gestion intégrée ». Limoges Métropole en sera désignée coordonnateur.

La consultation pour ces marchés sera dévolue par la voie d'une procédure adaptée.

Le conseil communautaire autorise le Président à signer cette convention constitutive de groupement de commandes avec la ville de Limoges, qui stipulera également les modalités de reversement des sommes dues par la ville de Limoges à la communauté urbaine.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Mise en place d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale pour l'habitat des gens du voyage -
Convention constitutive de groupement de commandes entre Limoges Métropole et l'Etat

Dans le cadre du schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage de la Haute-Vienne 2016-2021 et afin de mieux préciser les besoins sur les communes concernées par la création ou l'évolution de structures d'accueil des gens du voyage, l'État et Limoges Métropole avaient convenu fin 2018, de lancer une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS).

Cette MOUS, de type « MOUS projet », ayant pris la forme d'une étude, a mis en évidence une évolution du mode de vie des gens du voyage menant à orienter leur accueil sur la création d'une offre de Logement Sociaux Adaptés (LSA) et non sur le développement de structures type aire d'accueil.

L'Etat va prochainement mettre en œuvre un marché de prestations intellectuelles pour une prestation additionnelle à la MOUS, afin d'être accompagné dans la mise à jour du Schéma Départemental d'Accueil de Gens du Voyage qui pourrait prendre en compte les besoins spécifiques de Limoges Métropole.

Il est donc proposé de créer un groupement de commandes dont l'Etat serait désigné coordonnateur, relatif à la mise en place d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale pour l'habitat des gens du voyage.

Limoges Métropole et l'Etat financeront conjointement cette étude à hauteur de 50 % chacun, le montant estimatif du marché étant défini à 18 000 € TTC.

Le conseil communautaire décide de valider le lancement d'une stratégie de LSA aux gens du voyage par Limoges Métropole et autorise le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes avec l'Etat.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Franchissement de l'A20 sur la commune de Limoges en 4 lots
Conclusion des marchés de travaux

Dans le cadre du projet de franchissement de l'A20 par la création d'une voie nouvelle permettant de relier les secteurs du Puy Ponchet et de la Bastide à Limoges, les études techniques ont pu être lancées pour le projet de la construction d'un pont de 130 m, d'une voie bus de 800 m et de liaisons vélos double sens.

La maîtrise d'œuvre de cette opération d'envergure, répartie en 4 lots, a été confiée au groupement d'entreprises SCE SAS (mandataire) / SARL AOA – LAVIGNE CHERON ARCHITECTES.

Ainsi suite au lancement, le 6 août 2020, d'une consultation par voie d'Appel d'Offres Ouvert concernant ces 4 marchés et aux rapports d'analyses présentés à la Commission d'Appel d'Offres du 7 décembre dernier, le conseil communautaire autorise le Président à signer :

- le lot n°1: Ouvrage d'art, avec le groupement d'entreprise GTM GC NA (M), GTM Sud-Ouest, EIFFAGE Métal, MASSY TP, GTM Bâtiment, pour un montant de 7 249 071,60 € TTC,
- le lot n°2: VRD, avec EUROVIA PCL, pour un montant de 2 267 988,00 € TTC,
- le lot n°3: Eclairage, avec INEO RESEAUX CENTRE, pour un montant de 157 791,40 € TTC.

Le lot n°4, paysage, a été déclaré sans suite, pour une modification substantielle de la nature des prestations. Il sera relancé sous forme de Marché à Procédure Adaptée (MAPA).

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Route Départementale n° 941- Gestion des bretelles dans les échangeurs du Coudert et du Mas Loge - Convention entre Limoges Métropole et le Département de la Haute-Vienne

Afin d'améliorer la qualité du service rendu à la population et faciliter le travail des équipes Voirie, Limoges Métropole et le Département de la Haute-Vienne ont établi un projet de convention clarifiant la propriété de chacun et définissant les règles du bon entretien des bretelles des deux échangeurs du Coudert et du Mas Loge à Limoges.

Cette convention conduit à confier à Limoges Métropole l'entretien des abords des bretelles, pour des raisons de rationalité des interventions sur les voies de Limoges Métropole et les voies départementales.

Le conseil communautaire approuve ce principe et autorise le Président à signer la convention à intervenir dans ce cadre.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Exploitation des parcs publics de stationnement de Limoges Métropole - Avenant n°2 à la
Délégation de Service Public avec la société EFFIA

Afin de corriger une erreur matérielle dans les formules d'actualisation présentes dans les articles n°36, n°38, n°39 du contrat de délégation de Service Public conclu avec la société Effia Limoges relatif à l'exploitation de 7 parcs de stationnement, le conseil communautaire approuve les termes de l'avenant n°2 à ce contrat et autorise le Président à le signer.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Concession de Service Public des transports urbains - Signature d'un avenant n° 1

Afin de prendre en compte les différentes évolutions du service de transports en commun ayant des impacts techniques, commerciaux et financiers, le conseil communautaire donne son accord à la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de Concession de Service Public de Transports Urbains avec la Société de Transports en Commun de Limoges Métropole (STCLM) et autorise le Président à signer cet avenant.

ADOPTE A L'UNANIMITE

N'a pas pris part au vote :
Jean-Marie LAGEDAMONT

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Rapport de Développement Durable 2019

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, dans son article 255, prévoit la réalisation d'un rapport de développement durable pour les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants.

Dans ce cadre, le conseil communautaire prend acte du rapport de développement durable 2019 de Limoges Métropole.

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Modification des statuts de l'Etablissement Public Territorial du
Bassin de la Vienne

Lors de sa séance du 2 septembre 2020, le comité syndical de l'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Vienne (EPTB Vienne) a entériné à l'unanimité la demande d'adhésion déposée par le Département de la Creuse.

Dans ce cadre, une modification des statuts de l'établissement, en particulier les articles 8 - composition et compétence du comité syndical, et 15 - contributions des membres, est nécessaire.

Le comité syndical a également profité de cette révision statutaire pour inscrire la possibilité d'octroyer une subvention en faveur des projets visant à améliorer le fonctionnement des milieux aquatiques et/ou à préserver la ressource en eau.

Concernant Limoges Métropole, sa contribution financière pour 2021 serait d'environ 36 000 €, identique à 2020. Le nombre de délégués titulaires et suppléants reste inchangé.

Le conseil communautaire valide le projet de statuts révisés de l'EPTB Vienne.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Mise en oeuvre du plan d'actions de la trame nocturne de Limoges Métropole dans le cadre de l'appel à projet "Nature et Transition" de la Région Nouvelle-Aquitaine

L'étude sur la Trame Noire (ou Nocturne) de Limoges Métropole, soutenue financièrement par la Région, a été présentée et validée par le comité de pilotage du 10 mars 2020, notamment le plan d'actions en découlant.

Afin de mettre en œuvre ce plan d'actions, selon un calendrier prévisionnel établi sur 6 ans., Limoges Métropole pourrait solliciter à nouveau le soutien financier de la Région Nouvelle-Aquitaine dans le cadre de l'Appel à Projet (AAP) « Nature et Transition » pour une durée maximale ne pouvant pas excéder 3 ans, correspondant donc aux premières années de mise en œuvre du plan d'actions.

Un bilan à l'issue des 3 premières années serait produit fin 2023 avant d'engager une 2^{ème} phase de 2024 à 2026.

Le conseil communautaire :

- valide la candidature de Limoges Métropole à l'Appel à Projet de la Région Nouvelle-Aquitaine « Nature et Transition »;
- autorise le Président à signer la convention tripartite de partenariat avec le Groupe mammalogique et herpétologique du Limousin et la Ligue de protection des oiseaux portant sur le programme « Vivre avec la faune sauvage nocturne » du plan d'actions de la Trame Nocturne de Limoges Métropole ;
- autorise le Président à signer le dossier de candidature de Limoges Métropole à cet AAP.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 18 décembre 2020

Comptes rendus au conseil communautaire de diverses décisions et des délibérations prises par le
bureau communautaire

Le Président rend compte des décisions qu'il a été amené à prendre et des délibérations prises lors du bureau communautaire du 9 décembre 2020 en vertu des dispositions du Code général des collectivités territoriales.